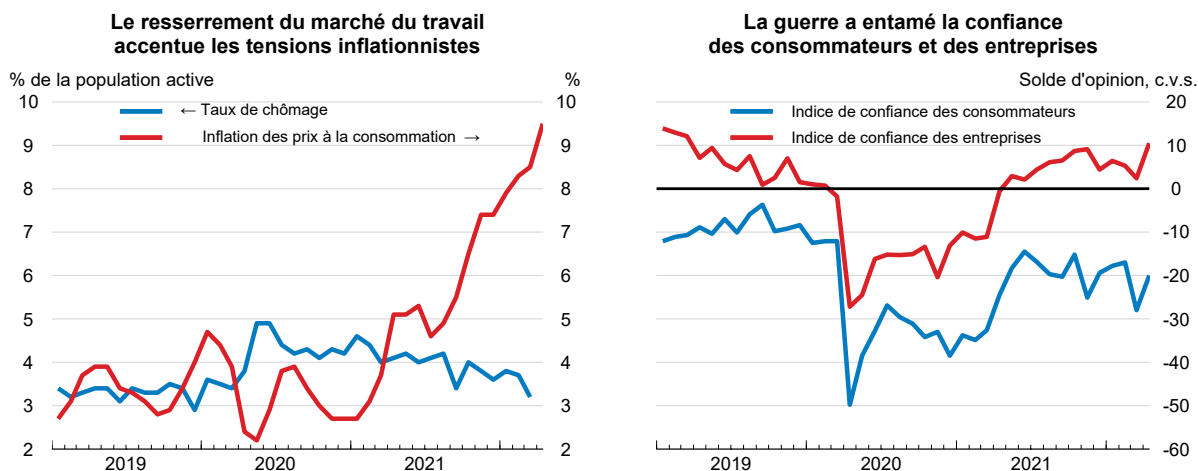


Hongrie


La croissance du PIB devrait refluer à 4 % en 2022 et à 2.5 % en 2023. La demande intérieure sera le principal moteur de la croissance. Le marché du travail devrait rester tendu, ce qui continuera d'exercer des tensions à la hausse sur les salaires réels. Conjugués à la cherté de l'alimentation et de l'énergie, ces facteurs maintiendront l'inflation globale à des niveaux élevés jusqu'à la fin de 2022. Par la suite, l'inflation devrait lentement reculer sous l'effet du ralentissement de la croissance de la demande intérieure, sur fond de resserrement des politiques budgétaire et monétaire. L'un des risques majeurs est que l'affermissement de la croissance des salaires et le maintien des prix de l'énergie à des niveaux élevés accentuent le désancrage des anticipations d'inflation.

Le resserrement accru de la politique monétaire permettrait de contenir les anticipations d'inflation. Ce processus devrait s'accompagner d'un assainissement accéléré des finances publiques. Des réformes structurelles sont par ailleurs nécessaires pour relever la croissance de la productivité. De nouveaux allègements de la fiscalité du travail seraient de nature à remédier aux pénuries de main-d'œuvre, mais ces mesures devront être financées par une baisse des dépenses et un recours accru aux impôts sur la consommation et le patrimoine.

Hongrie



Source : OCDE, base de données des statistiques sur le marché du travail ; Refinitiv ; et GKI.

StatLink  <https://stat.link/a3j024>

Hongrie : Demande, production, prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Hongrie						
PIB aux prix du marché	43 392.4	4.6	-4.7	7.1	4.0	2.5
Consommation privée	21 373.1	5.0	-1.2	4.6	3.9	1.5
Consommation publique	8 543.1	4.3	-0.9	3.7	2.1	1.0
Formation brute de capital fixe	10 729.9	12.8	-7.0	5.9	4.1	2.8
Demande intérieure finale	40 646.2	6.9	-2.7	4.7	3.6	1.8
Variation des stocks ¹	902.3	0.1	0.0	1.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	41 548.4	6.8	-2.7	5.8	3.4	1.7
Exportations de biens et services	36 338.7	5.4	-6.1	10.3	3.0	3.1
Importations de biens et services	34 494.7	8.2	-4.0	8.7	2.3	2.1
Exportations nettes ¹	1 844.0	-2.0	-1.8	1.4	0.5	0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.8	6.6	6.9	7.9	7.0
Indice des prix à la consommation	—	3.3	3.3	5.1	10.3	7.0
IPC sous-jacent ²	—	3.4	3.3	4.5	9.3	6.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.3	4.1	4.0	3.8	3.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	9.2	10.5	9.6	7.1	8.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.1	-7.8	-6.8	-5.5	-5.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	84.1	97.5	88.7	88.1	86.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	65.5	79.6	76.8	76.3	75.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.7	-1.6	-3.1	-5.0	-3.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/vmsljz>

L'économie fait face à de fortes difficultés croissantes

Le dynamisme de la demande intérieure a entraîné une reprise vigoureuse, mise désormais en péril par la guerre en Ukraine. La situation du marché du travail s'est considérablement améliorée : le taux d'emploi a atteint un plus haut historique de 74.2 %, le taux de chômage est tombé à 3.6 %, et des signes de pénurie de main-d'œuvre ont commencé à se faire jour en avril 2022. Les salaires du secteur privé ont fortement augmenté, tirés par le relèvement de 20 % du salaire minimum intervenu en janvier 2022. L'inflation globale a atteint en avril 2022 son plus haut niveau depuis 20 ans, soit 9.6 %. En sus de certains facteurs internationaux tels que les perturbations des approvisionnements et la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie, les tensions intérieures sur les prix ont augmenté depuis la mi-2021. De ce fait, la hausse des prix s'est généralisée, l'inflation sous-jacente s'étant hissée à 8.2 % en avril. L'effet de la forte hausse du salaire minimum sur les coûts salariaux totaux, et indirectement sur la hausse des prix, a été partiellement compensé par la réduction des cotisations patronales à la sécurité sociale. En plus des tarifs réglementés, inférieurs aux prix du marché, qui s'appliquent au gaz et à l'électricité, le gouvernement a plafonné les prix des carburants et des produits alimentaires. Il n'en demeure pas moins que depuis le début de 2021, les anticipations d'inflation à un an ont progressé de 3 points de pourcentage pour atteindre 7 %, tandis que les taux d'intérêt à long terme ont augmenté de 4.4 points de pourcentage pour s'établir à 6.6 %.

La guerre en Ukraine constitue un obstacle majeur à la croissance économique. Les échanges directs avec la Russie et l'Ukraine sont limités (ne représentant que 3 % du total des exportations), mais la guerre a fortement perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, prolongeant les goulets d'étranglement au niveau de l'offre dans le secteur automobile. Le forint s'est déprécié de 10 % vis-à-vis de l'euro depuis le début de la guerre. Qui plus est, la Hongrie dépend fortement de l'énergie provenant de Russie, qui représente environ 95 % de ses importations de gaz et 45 % de ses importations de pétrole et de produits pétroliers. La confiance des consommateurs et des entreprises a reculé au début de la guerre, mais elle s'est partiellement redressée en avril. Par ailleurs, le conflit a entraîné l'arrivée de plus d'un demi-million de réfugiés ukrainiens (environ 5 % de la population) selon les données recueillies à la fin avril. Outre qu'il dynamisera le secteur de l'hébergement, cet afflux aura un impact sur le marché du travail, étant donné qu'un dixième environ des nouveaux arrivants (soit 50 000 personnes) devraient être embauchés dans des secteurs faisant face à des pénuries de main-d'œuvre, notamment l'agriculture et la santé.

La politique budgétaire est expansionniste

La politique budgétaire est restée expansionniste au début de 2022, les cotisations patronales à la sécurité sociale ayant été à nouveau réduites de quatre points de pourcentage. Également au début de 2022, les familles ayant des enfants à charge ont reçu un remboursement d'impôt sur le revenu et les retraités un treizième mois de pension. Les mesures budgétaires annoncées devraient porter le déficit à 5.5 % du PIB en 2022, impliquant une relance budgétaire de 0.5 % du PIB. L'orientation de la politique budgétaire s'ajoute aux pressions qui s'exercent sur la banque centrale pour contenir les anticipations d'inflation. Depuis juin 2021, celle-ci a relevé son taux directeur de base de 5.3 points de pourcentage, pour le porter à 5.9 %. La banque centrale a fait savoir qu'elle continuerait d'augmenter le taux de base chaque mois tant que l'inflation globale prévue resterait supérieure à l'objectif de 3 %, assorti d'une marge de fluctuation de +/-1 point. Les projections reposent sur l'hypothèse que de nouvelles hausses des taux d'intérêt auront lieu durant la période considérée, conformément à ce que la banque centrale a annoncé.

La demande intérieure sera le principal moteur de la croissance

La reprise vigoureuse consécutive à la pandémie devrait marquer le pas sous l'effet de la guerre en Ukraine. À court terme, le conflit accentuera l'inflation, déjà élevée, en faisant grimper les prix des combustibles et des produits alimentaires, ce qui pèsera sur la consommation et l'investissement privés. Néanmoins, la consommation privée bénéficiera de nouvelles hausses des revenus réels, induites par les tensions sur le marché du travail. Les subventions généreuses pour la construction de logements, l'investissement national et l'investissement direct étranger, ainsi que les apports accrus de fonds de l'UE stimuleront l'investissement privé comme public. La hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, conjuguée à la forte progression des salaires, devrait alimenter l'inflation globale en 2022 et 2023. L'inflation devrait toutefois reculer en 2023, à mesure que le resserrement des politiques budgétaire et monétaire ralentira la croissance de la demande intérieure. S'agissant des risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions, une progression des salaires encore plus soutenue pourrait accentuer les tensions au niveau de la demande et, conjuguée aux prix élevés de l'alimentation et de l'énergie, attiser les anticipations d'inflation. L'imposition d'un embargo sur les importations de gaz russe constitue un autre risque important. En revanche, une résolution plus rapide que prévu de la guerre en Ukraine serait susceptible d'alléger les tensions sur les prix et d'accélérer la croissance.

Les pouvoirs publics doivent contenir les anticipations d'inflation

Il convient de resserrer davantage la politique monétaire pour contenir les anticipations d'inflation. En parallèle, le processus d'assainissement budgétaire devrait s'accélérer. Le plafonnement des prix de l'énergie pourrait alourdir les éléments de passif éventuel de l'État d'environ 1 % du PIB en 2022. Une action mieux ciblée consisterait à soutenir directement le revenu des ménages les plus vulnérables aux prix élevés de l'énergie. Pour financer cette mesure, il faudrait réduire d'autres postes de dépenses publiques.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Hongrie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/5e9d590f-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.